

23 Aout 52

PROPOS D'AOUT

La diplomatie est en vacances non seulement par l'effet de la saison, mais aussi parce que l'avenir du monde paraît fixé sur les positions actuelles. Les rapports du monde occidental et du bolchevisme sont établis sur un point mort d'où l'on ne voit pas quel événement pourrait le tirer. Les conversations sur l'Allemagne ne sont même plus en question; les quotidiens oublient de parler des réunions de Pan-Mun-Jon. Enfin d'échange récent de petites notes sans conviction sur l'Autriche n'a même pas laissé le temps à l'espérance...

L'Orient.

Par contre les événements d'Egypte et de Perse restent le point chaud de la situation. Ce que nous avions dit de Neguib au lendemain de son coup d'Etat, alors que l'inquiétude débordait des chancelleries dans la presse, semble jusqu'ici point par point confirmé. Un mois à peine s'est écoulé et voilà le militaire en conflit avec les politiciens — en l'espèce le Wafd — et le général sur la pente fatale de la dictature qu'il avait peut-être sincèrement souhaité d'éviter. Encore un pas et nous verrons en Egypte le fascisme avec son mélange d'autoritarisme et d'étatisme, de démagogie sociale et de rigueur policière: Mussolini au bord du Nil. Epuration des partis, relèvement de niveau de vie des fellahs et des ouvriers, partage des terres, rénovation de l'armée. Voilà le programme. Il se peut que Neguib réussisse. Pour notre part nous n'y croyons pas: question d'impression de souvenirs historiques, de pressentiment peut-être. Le mameluck ne restera pas longtemps maître au Caire et une vraie révolution sociale ne se fera pas brusquement en Egypte.

En tous cas la dictature de Naguib n'est pas comme on le prétendait, défavorable aux intérêts occidentaux. Il a besoin d'armes et d'appuis financiers. Il aura évidemment à flatter la xénophobie que tous les politiciens ont excitée mais dans la coulisse, les conseils de Washington ne seront pas négligés et les conversations avec Londres sur Suez et le Soudan pourront continuer à petits pas vers une solution encore lointaine. Reste à savoir si le général égyptien aura réussi à convaincre les Américains qu'ils ont intérêt à l'appuyer. Le décret sur la protection des capitaux étrangers investis en Egypte est un premier geste vers Washington. Truman et ses conseillers ont-ils une politique cohérente en Orient? Ce n'est pas sûr. Ils ont jusqu'ici suivi la politique anglaise comme pour profiter de l'expérience de ceux-ci, prenant naturellement une attitude différente

de celle qu'ils voyaient ou croyaient voir prendre à leurs rivaux. Un peu comme un joueur malhabile qui contrecarre à tout coup son adversaire. Non seulement les Américains manquent d'expérience dans ces pays, mais ce qui les gêne et les déroute c'est que la politique du dollar n'y est pas toujours efficace. Elle l'est quand il s'agit d'acheter un Scheik tout puissant, plus du tout quand des rivalités politiques opposent des clans entre eux. Et puis, ils n'ont pas la patience des Anglais et l'aisance à se mouvoir dans des situations instables où l'on peut retourner son jeu à l'occasion.

Ces remarques valent autant à Téhéran qu'au Caire. Là comme ailleurs, quand cela ne va pas pour eux, les Anglais laissent l'affaire cuire dans son jus. Est-ce à dire qu'il y a entre Londres et Washington une vraie querelle à ce sujet comme on le lit un peu partout? Les deux pays diffèrent toujours d'opinion, mais il n'y a aucune raison de supposer qu'il y ait eu ou qu'il y aura un véritable conflit d'attitude. De plus, rien n'indique que les Russes méditent une action en Perse. Même si, mettant les choses au pire, le parti Tudeh prenait le pouvoir, les Soviets se garderaient bien de se montrer, ce serait gêner leur cause.

Les commandes

« off shore ».

On a beaucoup appuyé sur les divergences de vues entre les Etats-Unis et la France au sujet de ces fameuses commandes de matériel de guerre qui devaient aider notre industrie à tourner et remplir de dollars les caisses du trésor. On a exploité à fond l'incident comme une preuve de mauvaise volonté de Washington et d'une crise de l'alliance atlantique. Faut-il dire que cette indignation est plus politique que fondée.

Le véritable problème ne se pose pas sur le plan financier. Les Etats-Unis ont plus d'un moyen de nous ravitailler en dollars. En dernier recours, un emprunt extérieur est toujours possible. Il s'agit au fond d'un problème stratégique dont nous avons déjà parlé ici même à plusieurs reprises et depuis longtemps. La technique militaire depuis l'application de l'artillerie atomique a tellement changé qu'il n'y a plus intérêt à équiper la future armée française de matériel qui sera démodé avant d'être sorti. La même question se pose aux Etats-Unis avec une intensité croissante. Des modèles d'avions encore au stade du dessin sont déjà annulés par les engins destinés à les détruire. Les Etats-Unis sont en quelque sorte pris de vitesse par leur propre progrès scientifique. D'autre part,

ce progrès vertigineux rend chaque jour moins probable une agression soviétique généralisée. Le retard des Russes dans ce domaine s'accroît sans cesse et la part de leur potentiel de guerre qui n'est pas démodé doit être actuellement très réduite. Il en résulte que l'urgence d'un réarmement matériel est moins grande qu'auparavant. Il est moins pressant d'équiper le plus de divisions possibles qui seraient sans doute incapable de manœuvrer dans le cadre étroit du front européen. Nous sommes convaincus que l'ère des armées de masse est révolue. De petits groupes de techniciens, très instruits, très entraînés, très mobiles, le plus dispersés et dissimulés qu'il se peut, tiendront les lignes de bataille et dans ce nouveau mode d'opérations, les Russes conservent peu d'avantage. Faut-il donc pour permettre à des usines équipées pour cela de fabriquer en série des canons ou des tanks qui ne serviraient qu'à faire tuer du monde et s'obstiner à gaspiller des forces et de l'argent? N'en doutons pas: une solution interviendra plus intelligente que celle-là. Tant pis si des intérêts privés en pâtissent.

La situation anglaise.

On assiste non sans tristesse — car on ne doit pas se réjouir d'avoir raison — à la lente et inexorable aggravation de la situation économique et financière de l'Angleterre et l'on voit ce grand pays si souvent héroïque, incapable de trouver ou même d'énoncer une solution. John Bull les bras croisés, stoïque et immobile coule sur son bateau. Et pour montrer la complexité mauvaise du sort, tous les facteurs jouent contre le redressement. Le prix des matières importées reste élevé tandis que celui des objets exportés baisse du fait de la concurrence. Les matières premières avec lesquelles le Commonwealth se procure des dollars baissent (caoutchouc, étain), tandis que le cuivre, le pétrole et l'acier sont stables au plus haut cours. Le prix de la vie augmente en Angleterre tandis qu'il s'équilibre partout. Les revendications de salaires semblent difficiles à rejeter. Les restrictions à la consommation intérieure sont arrivées au point où l'on ne peut plus serrer la ceinture sans accident. En novembre le sort de la livre sera décidé par les ministres des finances du Commonwealth réunis. On ne voit pas quel miracle en sortira. Une livre flottante, puis dévaluée? et après?

CRITON.